



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 07/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach**

PORT RHENAN DE NEUF BRISACH  
BP 48  
68600 Neuf-Brisach

Références : 0006700695\_2024-05-06\_GM\_VIIC-Echeance  
Code AIOT : 0006700695

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2024 dans l'établissement GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach implanté PORT RHENAN VOGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Völgelsheim. L'inspection a été annoncée le 24/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du suivi des échéances, notamment des suites de la mise en demeure du 22 novembre 2023 établie suite aux constats réalisés lors de la visite d'inspection du 21 juillet 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach
- PORT RHENAN VOGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Völgelsheim
- Code AIOT : 0006700695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GUSTAVE MULLER exploite sur le port de Neuf-Brisach, un ensemble d'installations composées de silos à céréales (40.000 tonnes maximum), de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Suivi des échéances
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiel utilisé :
  - Arrêté de mise en demeure du 22/12/2023
  - Arrêté ministériel du 27/03/2006 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 2	Sans objet
2	Rapport annuel prescrit par l'article 9 de l'AM du 29 mars 2004	AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 3	Sans objet
3	Propreté des installations	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'Inspection des Installations classées a constaté :

- la mise en œuvre par l'exploitant d'actions correctives afin de se conformer aux prescriptions initialement contrôlées,
- le retour à la conformité de son installation.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 48 de l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :</p> <p><i>" [...] L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</i></p> <p><i>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</i></p> <p><i>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]" »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'occasion de la visite de l'Inspection du 21 juillet 2023, il a été constaté l'absence, à l'entrée des zones à risque d'explosion (identifiées sur le plan des zones à risque présenté par l'exploitant), d'informations sur la nature exacte des risques présents et des consignes de sécurité liées à l'usage du balai et de l'air comprimé.</p> <p>L'Inspection a caractérisé ces faits comme non conformes.</p>

<p>En amont du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection la version à jour de son plan des zones à risque présentes sur son site (version 1.3 du 01/09/2023). L'Inspection constate que ces zones à risque d'explosion sont composées des silos 1, 2, 3 et 4.</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté la présence à l'entrée des 4 silos, de signalétiques identifiant explicitement la nature exacte du risque (symbole  accompagné de la mention « Poussière – atmosphère explosive possible ») et des consignes de sécurité interdisant l'usage du balai et de l'air comprimé dans ces zones.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 :** Rapport annuel prescrit par l'article 9 de l'AM du 29 mars 2004

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté Ministériel du 29 mars 2004 susvisé : »  <i>" [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel.</i>  <i>Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i></li> <li>• <i>l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...] " »</i></li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  À l'occasion de la visite d'inspection du 21 juillet 2023, il avait été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence d'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• des manquements dans l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif aux caractéristiques des matériels présents dans les zones à risque, notamment, l'absence de l'avis d'un organisme compétent sur la conformité de l'installation quand à l'adéquation du matériel installé au risque explosion.</li> </ul> <p>L'Inspection avait caractérisé ces faits comme non conformes.</p> <p><u>Concernant l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds :</u></p> <p>En amont du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 19/04/2024, les rapports établis par un organisme reconnu et intitulés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « Prévention contre les charges électrostatiques » - rapport n° 100259242-1 du 26/02/2024 ;</li> <li>• « Courants vagabonds » - rapport n° 100259242-3 du 26/02/2024.</li> </ul> <p>Après analyse, l'Inspection constate que ces rapports sont datés d'il y a moins d'un an et considère qu'ils répondent à la prescription contrôlée.</p>

Concernant l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif aux caractéristiques des matériels présents dans les zones à risque.

Le 19/04/2024, l'exploitant a également transmis à l'Inspection, copie d'un rapport établi par le même prestataire et intitulé « Vérification de sécurité de sources potentielles d'inflammation actives en zone à risques d'explosion ».

Après analyse, l'Inspection constate que ce rapport liste le matériel présent en zone à risque d'explosion mais qu'il n'est pas daté et que la compatibilité d'un des équipements (*capteur de bourrage E6*) est estimée conforme sans que ses caractéristiques ne soient renseignées.

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a ainsi fait parvenir par courriel du 31/05/2024, une nouvelle version de ce document. Après analyse, il est constaté que cette version est datée du 29/05/2024 et que la conformité de l'ensemble des matériels identifiés a bien été établie au regard de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004.

Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le tableau d'évaluation de la conformité du matériel présent en zone à risque d'explosion (page 10 du rapport du 29/05/2024 susmentionné), détaille les caractéristiques de ces matériels. Après analyse, l'Inspection constate que l'ensemble de ce matériel :

- soit appartient au groupe d'appareils IID et à minima à la catégorie 3D ;
- soit était existant au 1er juillet 2003 (date d'application du décret n° 2003-1553 du 24 décembre 2002 transposant en droit français la directive 1999/92/CE relative au risque ATEX et accompagné d'une auto-certification réalisée par l'exploitant, après analyse des risques.

L'Inspection considère qu'il serait pertinent que le matériel sous auto-certification, existant au 1er juillet 2003 soit remplacé par du matériel répondant aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 soit :

*Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :*

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Propreté des installations**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Propreté des installations

**Prescription contrôlée :**

« Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 13 de l'arrêté Ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

*" [...] Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]" »*

**Constats :**

Suite à la visite du 21/07/2023 et après analyse du compte-rendu de vérification périodique des installations électriques daté du 26/06/2023, l'Inspection avait constaté que ce rapport faisait état de présence récurrente de poussière dans l'armoire électrique située au sous-sol du bâtiment "Silo 1".

Au cours de la visite, l'exploitant a ouvert l'armoire électrique incriminée et l'Inspection a constaté l'absence d'empoussièrement.

Au vu de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite